

On a admis, je crois, qu'il ne faut pas reprocher trop sévèrement au ministère les péchés d'omission qu'il a commis pendant les deux premières années de son existence. Je me rappelle fort bien qu'en 1922 et en 1923, il nous répétait: Eh bien, voyons, donnez-nous un répit; n'incriminez pas notre conduite et ses résultats; attendez un peu que le public ait le temps de constater les succès des articles de notre programme". Cette idée fut généralement acceptée pour 1922 et 1923. Puis, l'année suivante—les honorables sénateurs ne l'ont pas oublié—le premier ministre du Canada apporta aux Chambres un programme qui, disait-on, assurerait la prospérité réelle et le progrès certain de la nation canadienne. Je n'ai pas l'ombre d'un doute qu'en formulant et exposant cette ligne de conduite, le premier ministre et ses conseillers étaient de bonne foi et croyaient ce qu'ils disaient. Je tiens à faire ressortir cette vérité fondamentale, consignée dans l'histoire: toutes les grandes guerres amènent une période de dépression, suivie d'une période d'expansion et de développement qui tiennent du prodige dans presque tous les cas. La guerre civile aux Etats-Unis en est une preuve que plusieurs n'ont pas oubliée. Du reste, l'histoire et l'expérience le démontrent. Aussi, depuis la fin de 1920, la crise a commencé à se faire sentir au Canada après la Grande guerre; il nous a fallu traverser cette période et, vers 1922 ou 1923, nous en sortions et reprîmes notre marche ascendante. Puis, en 1924, je le répète, le gouvernement de ce temps-là exposa son programme qui devait faire naître au pays une prospérité durable. Neuf années se sont écoulées depuis que le Gouvernement a pris les rênes; par conséquent, je suppose qu'on ne saurait trouver à redire à la discussion des événements et des résultats de ce programme.

En 1924, en soumettant le programme ministériel, le premier ministre l'a formulé très nettement. De crainte de me tromper, je voudrais rapporter les paroles dont il s'est servi. Le 15 de mai, il disait:

Le parti libéral a toujours cherché à réduire le coût de la vie et les frais de production en abolissant partiellement et, dans certains cas, complètement, les droits imposés sur les instruments de production des industries essentielles. Nous nous efforçons d'augmenter ainsi la production de nos industries fondamentales: l'agriculture, les mines, l'exploitation forestière et la pêche, dans l'espoir qu'il en résultera des avantages non seulement pour ces industries particulières, mais pour toute l'industrie manufacturière, qui est basée sur les premières, ainsi que pour le commerce et la finance du pays et enfin pour les consommateurs en général, qui pourront se procurer en plus grandes quantités et à meilleur compte les denrées indispensables à leur vie de chaque jour.

L'honorable M. ROBERTSON.

En théorie, c'est vraiment bien beau. Quant aux effets dans la pratique, nous les discuterons dans quelques instants.

A la même session, a été posé un autre principe concernant la ligne de conduite du présent Gouvernement: le premier ministre a insisté sur la nécessité, d'après lui, de grossir le flot de l'immigration au Canada et dans l'Empire du commencement à la fin de cette année-là. Le 3 de mars, il disait:

Naturellement, pendant la durée de la guerre on n'a fait aucun effort pour nous procurer des immigrants. Aussitôt après la guerre l'organisation administrative de l'immigration n'a pas fonctionné, les bureaux en Europe ont été fermés. Mon très honorable ami n'a rien fait pour encourager l'immigration dans ce pays pendant toute la durée de son administration. Chacun sait que ce n'est pas en un jour qu'on amène des immigrants dans un pays; il y a beaucoup de choses à faire, sous forme de réclames, d'installation de bureaux d'immigration pour donner des renseignements, etc., et il faut un peu de temps avant qu'un mouvement s'établisse d'un pays vers un autre. Quand nous sommes arrivés au pouvoir nous avons commencé immédiatement à mettre en œuvre tous ces rouages. Nous avons ouvert des bureaux en Europe et particulièrement dans les Iles Britanniques, et aujourd'hui nous commençons à récolter les fruits de notre travail dans le flot de l'immigration qui se dirige maintenant vers nos rivages.

Il est donc manifeste qu'en 1924, le présent Gouvernement se déclarait en faveur de l'augmentation du courant de l'immigration et de la diminution des droits de douane, surtout sur les instruments de production, afin d'abaisser le coût de la vie pour les consommateurs. Ceux qui ont attentivement surveillé ses agissements durant les années suivantes ne peuvent arriver qu'à une seule conclusion, savoir: cette politique douanière a fait monter le prix des instruments de production achetés par le cultivateur canadien et fait fermer les portes de la plupart des établissements industriels; elle a causé l'accaparement de ce commerce par quelques-uns et augmenté l'importation de ces instruments de 400 p. 100 en quatre années.

Quel a été le résultat de l'adoption de cette politique? A la session de 1924 à 1925, nous ne l'ignorons pas, le ministère a pu faire adopter les lois nécessaires et, en 1925, a eu lieu l'élection générale. Les cultivateurs canadiens qui forment un élément nombreux et important de notre population se sont dit: "Nous appuierons ce programme. Nous en ferons l'essai, croyant qu'il pourra avoir des résultats. Si nous réussissons à faire baisser le prix de nos instruments de production, cela nous aidera". L'ouvrier et le salarié ont dit: "Si l'on peut obtenir que la vie coûte moins cher, ce sera un avantage pour nous", je crois que ces deux groupes, les cultivateurs et les artisans, ont décidé quel parti régirait le pays. Le Gouvernement a réussi à obtenir une majorité